

producteurs de céréales seraient disposés à payer des frais de transport plus élevés. Le député croit-il que cette formule, qui a servi à rédiger le projet de loi, soit une formule qui convienne aux chemins de fer? Convient-il aussi pour les producteurs de céréales, les agriculteurs en général et d'autres secteurs d'activité de tenir compte, dans le calcul de leurs coûts, d'un rendement de 39.5 p. 100 sur l'investissement des chemins de fer, ce qui devrait entraîner quelques difficultés? Le député croit-il qu'il est normal que les céréaliers et les chemins de fer touchent 39.5 p. 100 puisque l'an dernier le producteur n'a touché que 3.5 p. 100 sur son investissement? Le gouvernement et le député veulent garantir aux chemins de fer 39.5 p. 100 dont la moitié représente un vrai bénéfice supplémentaire.

Le député m'affirme qu'à la fin de la présente décennie, 1 milliard de dollars c'est peu pour les producteurs de céréales qui n'auront pas de garantie quant à leurs revenus et quant aux prix. Il ne s'agit pas d'un mégaprojet mais d'un superprofit, de bénéfices assurés pour les chemins de fer et de dividendes pour les actionnaires. Que pense le député de la formule Gilson-Snavely pour les cultivateurs de céréales et quelques autres secteurs d'activité?

M. Flis: Monsieur le Président, compte tenu de tous les chiffres que lancent en l'air les néo-démocrates, il n'est pas étonnant que les producteurs de l'Ouest soient à la fois dans un état de confusion et de colère. J'ai visité deux circonscriptions néo-démocrates en Saskatchewan. On avait affirmé là-bas que nous allions garantir aux chemins de fer un rendement de 20 p. 100 sur leurs investissements. Pendant la fin de semaine, ce rendement est passé à 39.5 p. 100. Voilà ce que dit le député. Pas étonnant que les agriculteurs n'y comprennent plus rien et soient déçus. Ce dont il faut tenir compte...

M. Benjamin: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député a mal compris ou mal interprété ce que j'ai dit.

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Il n'y a pas matière à rappel au Règlement.

M. Flis: Monsieur le Président, il est dommage qu'un parlementaire de si longue date n'ait pas encore appris ce qu'est un rappel au Règlement.

Voyons un peu ce que les chemins de fer gagnent ou perdent en transportant du grain. Au cours de la dernière campagne, les chemins de fer ont perdu plus de 200 millions dans le transport des grains. Le député voudrait qu'on tienne compte du transport du charbon et du soufre, deux activités rentables pour les chemins de fer. Il est bien naturel que ceux-ci investissent en priorité dans le transport du charbon et du soufre et se désintéressent des grains.

Nous craignons que dans cinq ou dix ans, au moment où nos grains seront en grande demande à l'étranger, notre réseau ferroviaire ne soit pas à la hauteur des besoins. Les néo-démocrates ne veulent considérer que la parité des prix, affirmant que nos producteurs doivent produire à des prix concurrentiels. D'après moi, la concurrence est une affaire non seulement de prix mais de livraison et de qualité. Il faut pouvoir livrer le grain bien sec, dans de bonnes conditions, dans les délais prescrits et à un prix concurrentiel.

Une chose qui me réjouit énormément, c'est le degré d'efficacité que détiennent les céréaliers de la Saskatchewan et des autres provinces de l'Ouest, ce dont je les félicite. Les céréaliers canadiens sont sans doute les plus efficaces du monde. En

Le budget—M. Blaikie

améliorant encore leur efficacité et si les prix mondiaux continuent de monter, les producteurs toucheront encore davantage sur leur investissement. Bien sûr que le prix des engrais, des produits chimiques et du matériel s'accroît. Voilà pourquoi le prix des grains doit évoluer en conséquence. Les néo-démocrates peuvent-ils me dire comment nous allons déterminer le cours des grains sur les marchés mondiaux? Veulent-ils nationaliser non seulement le Canada mais le monde entier, chose qu'ils tenteraient je suppose, s'ils étaient au pouvoir?

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Monsieur le Président, le budget libéral du 19 avril 1983 n'est, somme toute, que la dernière étape de la conversion progressive et pratiquement totale maintenant du parti libéral aux principes du néo-conservatisme. D'après cette théorie, la seule façon de résoudre nos problèmes, c'est de nous en remettre corps et âme, pour le meilleur et pour le pire, aux décisions éparpillées et sans cohésion de milliers de petites et de grandes entreprises, prises dans l'intérêt de particuliers ou de sociétés et dont le gouvernement espère, par quelque hasard miraculeux, qu'elles convergeront pour nous sortir de l'état de barbarie économique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Cette réhabilitation non déguisée du laissez-faire économique, cher au parti libéral, montre malheureusement encore une fois que c'est celui qui paie les violons qui mène la danse.

Les bailleurs de fonds du parti libéral n'ont pas manqué de dire au ministre des Finances (M. Lalonde) sur quel pied il devait danser. Ils lui ont dit de se mêler de ce qui le regardait, de réduire les impôts sur les sociétés, d'alléger davantage le fardeau fiscal des entreprises, d'imposer davantage la classe moyenne en guise de compensation et de laisser les sociétés se sortir de l'ornière dans laquelle elles nous ont tous mis alors que les pauvres et les chômeurs devront prendre leur mal en patience en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Et surtout, ces bailleurs de fonds ont donné ordre au ministre des Finances de ne pas se poser de questions sur la façon dont fonctionnait l'économie dans son ensemble et encore moins de répondre aux questions qui lui seraient posées à ce sujet, ni sur la valeur ou la dimension humaine de ce monde statistique désincarné dans lequel les économistes déshumanisés d'un gouvernement étroit d'esprit et de ces grandes sociétés se livrent à toutes sortes d'acrobaties intellectuelles et de spéculations tirées par les cheveux, fiers de leurs dernières cogitations mathématiques.

• (1700)

Monsieur le Président, le ministre des Finances a été un petit garçon modèle. Tous les Canadiens qui réfléchissent ont honte de ce qu'il est advenu de nous en tant que nation, une nation à l'agonie qui regarde un gouvernement qui a perdu, depuis longtemps, tout courage et tout sens de la dignité, qui rampe et qui par sa servilité et son obséquiosité devant la politique économique et étrangère des États-Unis rabaisse la notion même de notre indépendance. Le budget, et tous les documents qui l'accompagnent, sont le fruit d'une mentalité veule qui refuse totalement de voir en face les réalités économiques et politiques, des réalités dont il faut bien s'imprégner si nous voulons résoudre les graves problèmes économiques que personne ne conteste.